

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 17/3 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.3.56704

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

modalités, ne saurait être comparée à l'occupation de la France entre 1940 et 1944, dans des circonstances de guerre tout autres.

Et la suite de l'histoire confirme que ce régime de contrainte n'a pas laissé de rancune irrémédiable, car il a compensé ses rigueurs par des actes positifs. De cette situation ambiguë, la bonne volonté des uns et des autres fera naître l'alliance et l'amitié.

Pierre BARRAL, Nancy

Marie-France LUDMANN-OBIER, *Die Kontrolle der chemischen Industrie in der französischen Besatzungszone 1945-1949*, Mainz (von Hase & Koehler Verlag) 1989, IX-191 p. (Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, 13).

Cette solide monographie a été élaborée au Centre d'Etudes germaniques de l'Université de Strasbourg III sous la direction de Raymond Poidevin. L'original en français a été édité en microfiche par l'Atelier des thèses de Lille; une version allemande en est publiée par la Commission d'Histoire de Rhénanie-Palatinat, avec préface du président du Landtag. Elle est fondée sur le dépouillement du fonds de Colmar, maintenant accessible, et sur la collecte de témoignages de personnalités. Elle complète heureusement l'ensemble des travaux récents consacrés à l'occupation française d'après-guerre, notamment par Rainer Hudemann.

La chimie avait pris dans le Reich depuis longtemps un développement considérable et elle jouissait dans le monde d'une exceptionnelle réputation de qualité. Dans la petite zone française, essentiellement rurale et agricole, elle représentait en particulier la principale branche industrielle (hors des mines et aciéries de la Sarre). L'usine de l'I. G. Farben à Ludwigshafen, avec 20000 salariés, constituait la plus importante concentration. Ajoutons quelques unités plus modestes: manufacture de viscose à Rottweil et noyau dans la banlieue badoise de Bâle. L'auteur, qui possède une formation de chimiste, dresse un bilan précis et articulé des diverses productions, en dégagant avec compétence leurs caractéristiques techniques et économiques. Elle montre comment les premières décisions des Alliés vainqueurs visaient à supprimer les fabrications liées directement à la guerre (ainsi les explosifs), à briser la concentration d'entreprises jugées trop puissantes, à assurer le paiement de lourdes Réparations par des prélèvements sur le matériel subsistant. Elle raconte ensuite concrètement comment, sous la pression des Américains, les nécessités de l'équilibre économique font relever par étapes les plafonds imposés à la production et comment les protestations des Allemands progressivement appelés à participer à la gestion de leur pays obtiennent le ralentissement puis l'interruption des «démontages» qui les privaient de leur équipement. Et, sur le plan technique, note la conclusion, l'industrie chimique française ne semble avoir tiré que peu de profit des relations établies sous le régime de l'occupation.

Riche pour l'histoire économique, l'enquête offre aussi un réel intérêt pour l'histoire politique. D'une part, on y voit fonctionner dans les débuts le Conseil de Contrôle quadripartite. Un accord s'y conclut sur la loi n° 9, dirigée contre le trust I. G. Farben, qui, avec un milliard de Reichsmarks de capital et 333000 salariés en 1943, semblait un symbole à abattre. Au procès de Nuremberg, son directeur avait déclaré: «Sans l'I. G. Farben, en particulier sans la production de l'I. G. dans les domaines du caoutchouc synthétique, des carburants, du magnésium, il aurait été exclu pour l'Allemagne de mener une guerre». D'autre part, on observe sur ce secteur l'organisation complexe de l'administration militaire française: services du commandant en chef à Baden-Baden, groupe auprès du Conseil de Contrôle à Berlin, Commissariat général aux Affaires Allemandes à Paris.

Comme le note un rapport de l'époque (ch. II, note 149): «Berlin seul peut suivre l'évolution constante des problèmes allemands sur le plan international; Baden seul peut connaître la situation réelle de notre zone et imaginer l'incidence que peut avoir notre politique en zone avoir sur l'ensemble des problèmes allemands; Paris seul peut assurer la coordination des

points de vue parfois divergents de Berlin et de Baden et la synthèse gouvernementale française». De telles divergences surgissent sur le contrôle des usines de l'I. G. Farben situées en zone française ou sur le choix du contrôleur français du trust; Paris flotte et tranche peu, le gouvernement étant absorbé par d'autres urgences. Ces notations sont relevées avec finesse par Marie-France Ludmann-Obier: on souhaiterait toutefois qu'elles soient plus fermement rassemblées et approfondies.

Pierre BARRAL, Nancy

Rolf STEININGER, *Die Ruhrfrage 1945/46 und die Entstehung des Landes Nordrhein-Westfalen. Britische, französische und amerikanische Akten*, Düsseldorf (Droste) 1988, 1036 S. (Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 4).

Avant même la fin du conflit, le problème du devenir de l'Allemagne à l'issue de la guerre était une préoccupation majeure des Alliés. Après la conférence de Yalta, l'accord s'était fait entre eux sur les buts généraux à atteindre, mais le flou restait total sur les façons d'y parvenir. Il n'existait aucun plan commun quant à la politique d'occupation: les seuls Américains avaient 16 projets touchant ce sujet en circulation à la Commission consultative européenne (E.A.C.) ... et autant d'autres en préparation. Toutes les questions se ramenaient à celles-ci: devait-on démembrer l'Allemagne en états indépendants où la laisser entière après une indispensable restructuration? L'amputation de la Prusse, considérée comme la source du militarisme allemand, pouvait-elle constituer une garantie? Le pour et le contre fut pesé pendant des années et, toujours, une question primordiale était au cœur du débat: que faire de la Ruhr, considérée par tous comme l'atelier où avait été forgée la puissance militaire du Reich?

Quelques chiffres suffisent à prouver que cette réputation n'était pas usurpée: 35 % du frêt ferroviaire et 56 % du trafic par bateau provenait de cette seule région. Son charbon, proche du sol et d'excellente qualité, était idéal pour les cokeries et 70 % de la production sidérurgique du Reich était issue de ses usines. Son importance économique était telle, qu'à son sort était lié non seulement celui de l'Allemagne de l'après-guerre, mais celui de l'Europe entière. C'est ainsi que le plan Morgenthau qui prévoyait le démantèlement total de son industrie, donnée en réparations aux Alliés, et la fermeture de toutes les mines, fut abandonné aussitôt que conçu, car il apparut évident que la «punition» ainsi infligée aux Allemands toucherait en fait l'Europe entière, même, et surtout, les pays comme la Grande-Bretagne et la Belgique qui avaient le plus souffert de l'agression nazie.

Un des très grands mérites du livre de Rolf Steininger est de nous faire partager dans son introduction le formidable bouillonnement d'idées que représentèrent les années 1945-1946 au sujet de ce problème. A la fin de la guerre l'URSS souhaitait un contrôle quadripartite de la Ruhr et la France une séparation politique de la Rhénanie et de la Westphalie du reste de l'Allemagne. Sur la rive gauche auraient dû exister deux, voire trois, états indépendants, telle était la thèse soutenue par la France dès sa réapparition sur la scène internationale à la conférence de Londres en septembre 1945. Elle fit longtemps de la réalisation de ce vœu la condition de sa collaboration au travail du Conseil de contrôle de Berlin et mit son veto à toutes les tentatives pour restaurer des organismes centraux en Allemagne.

Du côté anglais, après de longues discussions, deux propositions restaient possibles: - l'internationalisation de la Ruhr dont l'industrie devrait alors passer entre les mains des vainqueurs, l'URSS étant alors comprise au nombre de ceux-ci; - la socialisation de l'industrie de la Ruhr qui serait dès lors dirigée par le gouvernement d'un Land à créer, solution qui permettrait d'écarter de cette région, entre autres, l'Union soviétique. Dans cette dernière hypothèse, une certaine autonomie de ce Land aurait pour effet salutaire d'affaiblir un éventuel gouvernement central de Berlin que les Alliés ne pouvaient imaginer autrement que contrôlé par les communistes. Ce cas de figure présentait de surcroît l'avantage de s'intégrer tout aussi